

## BC-10/14 : Établissement des rapports nationaux

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant sa décision IX/13,*

1. *Engage* les Parties qui ne l'ont pas encore fait à transmettre au Secrétariat des données complètes pour l'année 2009 et les années précédentes, dès que possible et sous forme électronique, au moyen du questionnaire révisé adopté par la Conférence des Parties à sa sixième réunion et en gardant à l'esprit le fait que, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 13 de la Convention, les Parties doivent soumettre avant la fin de chaque année civile, leurs rapports sur l'année civile précédente;

2. *Prie* les Parties de fournir ces rapports au Secrétariat pour l'année civile 2010 avant la fin de l'année civile 2011, sous forme électronique;

3. *Invite* les Parties à combler les lacunes que pourraient comporter leurs données annuelles antérieures sur la production et les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, tout particulièrement les déchets électroniques, à partir de 2006;

4. *Prie* le Secrétariat d'aider les Parties à améliorer la comparabilité de leurs données sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets;

5. *Prie également* le Secrétariat d'établir et de publier :

a) Pour chacune des années 2008-2010, une compilation annuelle des réponses données par les Parties aux questions figurant dans la première partie du questionnaire sur la communication des informations;

b) Pour la période triennale 2010-2012 et pour chaque période triennale suivante, un résumé, comprenant des représentations graphiques, des données sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets contenues dans la deuxième partie des questionnaires sur la communication des informations remis par les Parties;

c) Pour la période triennale 2010-2012 et pour chaque période triennale suivante, une fiche de renseignements pour chaque Partie ayant remis un questionnaire sur la communication des informations dûment complété, récapitulant les données fournies dans ces derniers;

6. *Prie en outre* le Secrétariat, dans la limite des ressources disponibles, de faire traduire en anglais toutes les informations contenues dans la première partie des questionnaires sur la communication des informations, remplis par les Parties dans toute autre langue officielle de l'ONU, avant d'insérer ces renseignements dans la base de données prévue à cet effet,

7. *Prie* le Secrétariat de continuer à offrir une formation aux pays en développement, ainsi qu'aux autres pays nécessitant une assistance, pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations en matière de communication des données, par le biais d'ateliers organisés par les Centres régionaux de la Convention ou d'autres moyens appropriés, sous réserve des ressources disponibles;

8. *Invite* les Parties en mesure de le faire à verser des contributions pour permettre au Secrétariat de mettre sur pied un nouveau système d'établissement des rapports nationaux en ligne pour la Convention.